

Il semble que l'île de Chypre soit désormais totalement occupée : les deux tiers qui ne sont pas contrôlés par la Turquie le sont à présent par ce que l'on a appelé la « troïka », c'est-à-dire la Commission de Bruxelles, la banque centrale européenne et le fonds monétaire international. Ces institutions sont comme l'Ankou : si vous les entendez grincer, prenez vos jambes à votre coup. Dans un premier temps, il était question de proposer, ou plutôt d'imposer aux Chypriotes un plan de sauvetage de l'économie, au détriment des économies des particuliers, en allant jusqu'à taxer tous les dépôts bancaires (un peu moins de 7% en-dessous de 100.000 €, et presque 10% au-dessus). Ruiner le peuple pour sauver ce système d'endettement perpétuel et l'euro, il fallait le faire. Les habitants ont donc commencé à retirer leur argent des banques, avant de s'apercevoir rapidement que c'était impossible : distributeurs de billets vides, sites web bloqués, agences fermées... Le scénario cauchemardesque des pires théoriciens du complot devenait réalité ! Evidemment, la propagande veille à toujours présenter ces mesures comme exceptionnelles et absolument nécessaires, peut-être pas la meilleure solution mais néanmoins la moins mauvaise, de toute façon il n'y a pas d'alternative... Le baratin habituel. A chaque fois, il y a une bonne explication spécifique à un problème lié à l'euro : le truchement des comptes de la Grèce (par ceux-là mêmes qui l'ont forcée à adopter la monnaie unique), la bulle immobilière en Espagne... pour Chypre, c'est le paradis fiscal (somme toute modeste) et l'hyper financiarisation. La situation en Grèce a également eu de graves conséquences sur Chypre, qui possédait beaucoup d'obligations grecques et a perdu presque la moitié des dix milliards du plan de sauvetage. Finalement, dans un second temps, après le rejet de ces mesures, un autre plan a vu le jour, contournant d'ailleurs le parlement chypriote : les dépôts des épargnants de moins de 100.000 € ne seront pas taxés. Ceci dit, le peuple est quand même touché puisqu'un budget d'austérité a déjà été voté début 2013, sur le même modèle que dans les autres pays d'Europe du sud : augmentation des impôts, privatisations, recul de l'âge de la retraite, baisse des pensions... De plus, il s'agit tout de même d'un racket institutionnel, d'une violation de la propriété privée, base de la démocratie.

Cette attaque peut s'interpréter comme une sorte de test pour observer les réactions des citoyens, sachant qu'aucun pays de la zone euro n'est vraiment à l'abri de telles mesures. L'eurodéputé britannique Nigel Farage, lui-même ancien trader, a déjà appelé à un « bank run ». Un plafond de cent euros par jour a été décidé par la banque nationale de façon à limiter au maximum les retraits. Contrairement à ce que feignent de croire les hommes politiques, et de l'aveu même de Natixis, les banques chypriotes sont très peu liées à l'Europe, excepté la Grèce. Ce qui plaiderait pour une expérience grandeur nature, qui pourrait d'ailleurs se poursuivre en Espagne et même en Nouvelle-Zélande.

Cette opération soudaine peut également s'interpréter comme une attaque contre la Russie. En effet, une partie importante des dépôts chypriotes proviendrait du blanchiment d'argent d'oligarques russes et l'aide financière serait soumise à l'organisation d'un audit sur l'argent sale. Mais si les capitaux russes quittent l'île, les conséquences pourraient avoir des répercussions contre-productives voire dangereuses : augmentation du chômage, vengeance

des mafias... Quoiqu'il en soit, de telles atteintes sont clairement criminelles : après le premier rejet du plan d'aide, Mario Draghi, le président de la BCE, avait menacé l'île de blocus monétaire, ce qui aurait stoppé tous les échanges et aurait entraîné violences, émeutes et famine. Cette histoire sonne comme un avertissement aux peuples européens qui ne se soumettraient pas au diktat des technocrates de l'Union européenne.

*Jean-Yves Dufour, pour Salut Public le 25 mars 2013*